
Fiscalité - Échange automatique

CONFIDENTIALITÉ DES INFORMATIONS BANCAIRES DES NON-RÉSIDENTS

La disparition du secret bancaire fait depuis quelques années régulièrement les gros titres de l'actualité. C'est principalement la crise économique et financière en 2008 qui a accéléré l'assouplissement du secret bancaire.

Plusieurs initiatives récentes visent à élargir les échanges internationaux d'informations et éroder ceux de la vie privée au sujet des revenus générés dans un autre pays que leur propre pays.

Common Reporting Standard (CRS)

Le Common Reporting Standard est une nouvelle norme que tous les organismes financiers doivent respecter, laquelle est issue de la réglementation FATCA, est le Common Reporting Standard (CRS). CRS a été élaboré à la demande du G20 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'objectif de CRS est d'assurer une harmonisation, de sorte que les revenus soient taxés selon la législation fiscale du pays où réside le contribuable. CRS est en vigueur à partir du 1er janvier 2016, obligeant les organismes financiers à partir de 2017 de rapporter les données concernant l'année 2016. Actuellement, plus de 100 50 pays ont rejoint le CRS, y compris tous les états membres européens. La Suisse et l'Autriche participeront à partir de 2017.

Tous les organismes financiers belges transmettront à l'État belge des renseignements sur les titulaires des comptes (particuliers et entités) dont le domicile fiscal se situe à l'étranger et les entités dites passives belges (par exemple les holdings) dont l'actionnariat est constitué majoritairement par les contribuables étrangers. Les informations à échanger concernent l'identité des titulaires de comptes, le solde ou la valeur du compte et le cas échéant certains revenus bruts, les produits bruts sur les ventes et les virements débiteurs et créditeurs sur le compte.

Foreign Account Tax Compliant Act (FATCA)

Pratiquement toutes les institutions financières dans le monde à l'exception des États-Unis sont tenues d'apporter toute une série d'informations sur les résidents américains automatiquement à l'administration fiscale américaine (IRS), ou dans la plupart des cas (comme en Belgique) à l'administration nationale fiscale (qui à son tour, rapporte à l'administration fiscale américaine. Cette réglementation doit pouvoir éviter l'évasion fiscale des contribuables américains, personnes physiques ou personnes morales. Les institutions financières rapporteront automatiquement et annuellement les données suivantes: l'identité des titulaires de comptes, aperçus des soldes et revenus des comptes ainsi que (dans le futur) une situation du produit de la ventes de titres. La réglementation qui concerne FATCA est entrée en vigueur en Belgique le 1er juillet 2014.

Conclusion

Nous observons une transmission automatique croissante d'informations financières aux administrations fiscales, permettant à l'administration fiscale de se faire progressivement une idée précise des actifs que ses propres résidents investissent à l'étranger.

**Pour plus d'informations prenez contact avec notre service fiscal juridique
au numéro +32 (0)3 241 09 82.**

Les renseignements dans cette brochure sont des commentaires purement à titre informatif. Ils ne peuvent d'aucune façon être considérés comme des conseils ou des recommandations d'ordre fiscal, juridique ou autre. Ils ne tiennent pas compte de votre situation personnelle. Nous vous prions donc de contacter un expert avant de prendre toute décision qui serait directement ou indirectement basée sur les informations dans le présent document.